

Melun, le 19 avril 2017,

## **Appel aux citoyens, contribuables et usagers du service public**

Les agents des Finances Publiques que vous allez rencontrer ne sont pas vos ennemis. Ils essaient, sous contraintes budgétaires et administratives, de vous rendre le meilleur service public possible.

Ils ne font pas les lois mais doivent les appliquer, même s'ils ne les partagent pas toujours. A ce titre, le Prélèvement A la Source, dit PAS, présenté par le gouvernement comme une simplification s'avère en réalité d'une grande complexité. Ce n'est pas la faute des agents amenés à vous expliquer l'inexplicable

Ils sont également contraints à appliquer des directives administratives contestables comme de vous renvoyer systématiquement sur le site impôts.gouv.fr pour tout renseignement. Ce n'est pas eux qui l'ont décidé mais leur hiérarchie !

Chaque jour ils vous reçoivent, vous écoutent et voient vos difficultés croissantes. En effet, ces agents sont au « premier rang » pour constater les ravages de la crise et des politiques menées. Comme vous, ils subissent les orientations du gouvernement.

## **Pour les citoyens, le syndicat Solidaires Finances Publiques revendique**

- Une administration plus humaine pour tous les citoyens sans nier les avancées technologiques, sans écartier également les autres citoyens. **N'amplifions pas la fracture numérique**
- des moyens humains et budgétaires pour faire face à toutes nos missions mais également **pour un service public de qualité pour TOUS les usagers**. Ces moyens humains et budgétaires sont également indispensables pour enrayer la forte dégradation des conditions de vie au travail.
- une fiscalité pour plus de justice fiscale facteur d'une plus grande justice sociale avec en parallèle, une politique de lutte contre la fraude au-delà des seules apparences. Il faut savoir que ce qui est fraudé par les uns est payé par tous les autres.

## **Pour les agents, le syndicat Solidaires Finances Publiques, dénonce**

- Les suppressions de postes : près de 500 en dix ans, soit 25 % des effectifs quand la charge de travail augmente elle de 25 % dans ce département. La diminution des horaires d'ouverture au public en est une des conséquences... et les files d'attente également !
- les suppressions d'implantations proche des usagers : **9 sites supprimés en 2 ans et d'autres en perspectives**
- la diminution des moyens budgétaires (- 40 % en 5ans) qui ne nous permettent plus de faire face correctement à nos missions et qui conduit à la déshumanisation de notre administration : tout par internet (sites internet) ou par téléphone (avec les centres de contacts), loin des usagers, promotion et obligation des télédéclarations, etc.

Nos combats sont les vôtres, pour un service public républicain de qualité, humain et de proximité, présent aussi bien dans les villes que dans les campagnes, au service de l'intérêt général.

**Le service public est notre bien commun, défendons-le.**

**Prélèvement à la source : des explications au recto**